

légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

3° laisser les réserves acquises auprès de l'organisme de pension de son employeur précédent.

Si l'affilié opte pour la première possibilité, ni le nouvel employeur ni l'organisme de pension du nouvel employeur ne peuvent refuser les réserves cédées.

Lorsque l'affilié opte pour le 3°, il conserve un droit à la pension sans versement et les mêmes règles d'octroi de participations bénéficiaires ou de produit net que les affiliés pour lesquels il n'a pas été mis fin au contrat de travail.

Le Roi fixe, sur proposition du Ministre des Pensions et du Ministre des Affaires économiques, les modalités de cession. ».

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'affilié doit indiquer à l'employeur qu'il quitte, dans les trente jours qui suivent la communication visée à l'article 11, § 2, laquelle des trois options il a choisie.

Lorsque l'affilié a laissé expirer le délai visé à l'alinéa 1^{er}, il est présumé avoir opté pour le maintien de ses réserves acquises auprès de l'organisme de pension de son employeur précédent. Dans ce cas, le § 1^{er}, alinéa 3, est d'application.

Pour l'affilié qui n'a pas conclu de contrat de travail avec un nouvel employeur endéans les 30 jours visés à l'alinéa 1^{er}, la période de 30 jours est portée à 12 mois. ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

toezegging van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld oij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

3° zijn verworven reserves bij de pensioeninstelling van zijn vorige werkgever laten.

Wanneer de aangeslotene voor de eerste mogelijkheid kiest kan de nieuwe werkgever of de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever de overgedragen reserves niet weigeren.

Wanneer de aangeslotene voor de mogelijkheid 3° kiest, behoudt hij een premievrije pensioenaanspraak en dezelfde toekenningsregels van winstelingen of netto opbrengst als de aangeslotenen waarvoor geen einde aan de arbeidsovereenkomst werd gesteld.

De Koning stelt, op voordracht van de Minister van Pensioenen en de Minister van Economische Zaken, de modaliteiten van de overdracht vast. ».

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De aangeslotene dient binnen de 30 dagen, na de in artikel 11, § 2. bedoelde mededeling, aan de werkgever aan te geven welke van de drie mogelijkheden hij kiest.

Wanneer de aangeslotene de in het eerste lid bedoelde termijn heeft laten verstrijken, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn verworven reserves bij de pensioeninstelling van zijn vorige werkgever. In dat geval is § 1, derde lid, van toepassing.

Voor de aangeslotene die geen arbeidsovereenkomst gesloten heeft met een nieuwe werkgever binnen de in het eerste lid bedoelde 30 dagen, wordt de periode van 30 dagen op 12 maanden gebracht. ».

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 1997.

ALBERT

Van Koringswege :

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 868

[C - 97/22335]

Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal qui vous est soumis pour signature, est pris en exécution de la loi du 26 juillet 1996 et plus particulièrement de l'article 15.

L'article 1^{er} modifie les conditions requises pour pouvoir bénéficier de la pension de survie temporaire (une pension de survie octroyée pour une durée de douze mois). Désormais, on ne pourra plus bénéficier de cette pension de survie temporaire que dans les cas où le conjoint survivant :

— ne satisfait pas, au moment du décès, aux conditions requises en matière d'âge (45 ans) et de durée du mariage (un an au moins);

— ne satisfait plus aux conditions pour pouvoir bénéficier d'une pension de survie, à savoir s'il a moins de 45 ans et qu'il perd la charge d'enfant.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 868

[C - 97/22335]

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, met toepassing van artikel 15 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, is genomen in uitvoering van de wet van 26 juli 1996 en meer in het bijzonder van artikel 15.

Artikel 1 wijzigt de voorwaarden om het tijdelijk overlevingspensioen te kunnen genieten (een overlevingspensioen dat voor een duur van twaalf maanden wordt toegekend). Voortaan zal men dit tijdelijk overlevingspensioen nog uitsluitend kunnen genieten in de gevallen dat de langstlevende echtgenoot :

— op het ogenblik van het overlijden niet voldoet aan de voorwaarden inzake leeftijd (45 jaar) en duur van het huwelijk (tenminste één jaar);

— niet meer aan de voorwaarden voor het genot van een overlevingspensioen voldoet, nl. indien hij minder dan 45 jaar oud is en de kinderlast verliest.

Le conjoint survivant qui bénéficie d'une pension de survie et se remarie, n'a plus droit à une pension de survie temporaire.

L'article 2 introduit une nouvelle règle de polyvalence des demandes de pension. Lorsqu'il est constaté, lors du premier paiement de la pension, que le pensionné qui a introduit valablement une demande de pension de retraite ou de survie dans le cadre du régime de pension des travailleurs salariés a exercé une activité professionnelle de travailleur indépendant, cette demande vaut également dans le régime de pension des travailleurs indépendants et inversement.

L'article 3 ajoute deux paragraphes à l'article 3 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997. Cet article fixe entre autres les conditions d'ouverture du droit à la pension anticipée.

Le nouveau paragraphe 7 dispose que, pour les travailleurs salariés qui avant le 1^{er} janvier 1997 ont fait usage d'un 'régime de départ' instauré par convention collective de travail approuvé par le Ministre de l'Emploi et du Travail, la période du départ jusqu'à la mise à la retraite réelle est considérée, uniquement sur le plan de la condition de carrière, comme une période d'occupation.

Le nouveau paragraphe 8 dispose que la pension n'est octroyée que si elle s'élève à au moins 3.347 fr par an à l'indice actuel. Ainsi, une harmonisation avec le régime de pensions des travailleurs salariés est réalisée sur ce plan.

Enfin, l'article 4 fixe l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'arrêté a été adapté aux observations du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 2 avril 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

Conformément à l'article 64, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, le caractère urgent est motivé

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

« — par le fait que ce projet de loi introduit des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, a donné le 8 avril 1997 l'avis suivant :

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Landbouw
en van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 2 april 1997 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese (Economische en Monetaire Unie, met toepassing van artikel 15 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, heeft op 8 april 1997 het volgende advies gegeven :

« Volgens artikel 94, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In onderhavig geval wordt het spoedeisend karakter gemotiveerd

« — door het feit dat dit besluit onder meer wijzigingen aanbrengt aan het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese (Economische) en Monetaire Unie, terwijl dit laatste besluit in werking treedt op 1 juli 1997;

« — door het feit dat het onontbeerlijk is dat beide besluiten gelijktijdig in werking treden om discriminaties tussen de belanghebbenden te vermijden;

« — en door het feit dat het onontbeerlijk is om zo spoedig mogelijk de nodige schikkingen te kunnen treffen om in de uitvoering ervan te voorzien en het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen in staat te stellen om tijdig alle maatregelen te nemen die nodig zijn om de pensioenen die onder het toepassingsgebied van dit besluit vallen tijdig te kunnen berekenen en betekenen».

Eu égard au bref délai qui lui est imparti pour donner son avis, le Conseil d'Etat a dû se limiter à formuler les observations suivantes.

Portée du projet

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'apporter un nombre de modifications et d'ajouts de natures diverses à l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes égaux des pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

L'article 1^{er} du projet, qui modifie l'article 8, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal n° 72 précité, a pour conséquence que le conjoint survivant qui bénéficie d'une pension de survie n'aura plus droit à une pension de survie temporaire en cas de remariage.

Il résulte de l'article 2 du projet que la règle de polyvalence, inscrite à l'article 32 de l'arrêté royal n° 72 en ce qui concerne les demandes de pension dans le régime des travailleurs salariés et dans celui des travailleurs indépendants, est étendue au cas où l'existence d'une activité professionnelle dans un autre régime est constatée lors du premier paiement de la pension.

L'article 3, 1^{er}, du projet, qui ajoute un nouveau paragraphe 7 à l'article 3 de l'arrêté royal précité du 30 janvier 1997, a pour but de prendre en considération, pour le calcul de la carrière professionnelle, la période d'inactivité de travailleurs ayant une carrière mixte qui anticipent leur départ en application d'une convention collective de travail approuvée par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

Enfin, l'article 3, 2^e, du projet ajoute, à l'article 3 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997, un paragraphe 8 en vertu duquel les pensions inférieures à 3 347 francs par an (à l'indice actuel) ne seront pas octroyées.

Examen du texte

Préambule

1. L'article 3 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 a été modifié par l'arrêté royal du 21 mars 1997. Il conviendrait dès lors de mentionner cette modification dans le deuxième alinéa du préambule.

Cette mention doit également figurer dans la phrase liminaire de l'article 3 du projet.

2. Puisque l'article 2 du projet vise à remplacer l'article 32, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 72, il y aurait lieu de faire également référence à cet article dans le troisième alinéa du préambule.

Article 3

1. L'article 3, § 7, en projet, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 devrait préciser que la réglementation envisagée porte sur des travailleurs qui ont une carrière professionnelle mixte, c'est-à-dire des travailleurs salariés qui ont exercé auparavant une activité professionnelle de travailleur indépendant.

2. Le délégué du gouvernement a confirmé qu'à l'article 3, § 7, en projet, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997, il faut remplacer la mention "§ 2" par la mention "§ 3".

La chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;

P. Lemmens et L. Hellin, conseillers d'Etat;

A. Alen et Mme Y. Merchiers, assessseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. L. Hellin.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. Vanherck, référendaire.

Le greffier,

F. Lievens.

Le président,

W. Deroover.

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, heeft de Raad van State zich moeten bepalen tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

Strekking van het ontwerp

Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt een aantal wijzigingen en aanvullingen van uiteenlopende aard aan te brengen in het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en in het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese (Economische) en Monetaire Unie.

Artikel 1 van het ontwerp, dat artikel 8, §§ 2 en 3, van het genoemde koninklijk besluit nr. 72 wijzigt, heeft tot gevolg dat de langstlevende echtgenoot die een overlevingspensioen geniet, in geval van nieuw huwelijk niet langer recht zal hebben op een tijdelijk overlevingspensioen.

Door artikel 2 van het ontwerp, wordt de polyvalentieregel met betrekking tot de pensioenaanvragen in het stelsel van de werknemers en in dat van de zelfstandigen, vervat in artikel 32 van het koninklijk besluit nr. 72, uitgebreid tot de situatie waarbij het bestaan van een beroepsbezigheid in een ander stelsel wordt vastgesteld bij de eerste uitbetaling van het pensioen.

Artikel 3, 1^{er}, van het ontwerp, dat een nieuwe paragraaf 7 aan artikel 3 van het genoemde koninklijk besluit van 30 januari 1997 toevoegt, heeft tot doel de periode van inactiviteit van werknemers met een gemengde loopbaan, die vervoegd uitreden met toepassing van een door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid goedgekeurde collectieve arbeidsovereenkomst, in aanmerking te nemen voor de berekening van de beroepsloopbaan.

Ten slotte wordt door artikel 3, 2^e, van het ontwerp een paragraaf 8 toegevoegd aan artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997, waardoor wordt vastgesteld dat pensioenen kleiner dan 3 347 frank per jaar (aan de huidige index) niet toegekend zullen worden.

Onderzoek van de tekst

Aanhel

1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1997. Men vermeldde derhalve deze wijziging in de tweede aanhefbepaling.

Deze vermelding dient ook voor te komen in de inleidende zin van artikel 3 van het ontwerp.

2. Vermits artikel 2 van het ontwerp beoogt artikel 32, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 72 te vervangen, verwijze men in de derde aanhefbepaling inzonderheid ook naar dit artikel.

Artikel 3

1. In het ontwerp artikel 3, § 7, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 zou moeten verduidelijkt worden dat de beoogde regeling slaat op werknemers met een gemengde beroepsloopbaan, d.w.z. werknemers die voorheen een zelfstandige beroepsactiviteit hebben uitgeoefend.

2. De gemachtigde van de regering heeft bevestigd dat in het ontwerp artikel 3, § 7, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 "§ 2" moet vervangen worden door "§ 3".

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;

P. Lemmens en L. Hellin, staatsraden;

A. Alen en Mevr. Y. Merchiers, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer L. Hellin.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer E. Vanherck, referendaris.

De griffier,

F. Lievens.

De voorzitter,

W. Deroover.

25 AVRIL 1997. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1er, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 21 mars 1997;

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, notamment l'article 8, remplacé par l'arrêté royal n° 34 du 30 mars 1982, et modifié par la loi du 15 mai 1984 et l'arrêté royal du 1^{er} juin 1984, et l'article 32;

Vu l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 25 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1^{er} avril 1997;

Vu l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par :

— le fait que le présent arrêté apporte entre autres des modifications à l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, tandis que le dernier arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997;

— le fait qu'il est indispensable que les deux arrêtés entrent en vigueur en même temps afin d'éviter des discriminations entre les intéressés;

— et le fait qu'il est indispensable de prendre au plus tôt les dispositions nécessaires pour prévoir son exécution et permettre à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants de prendre à temps toutes les mesures nécessaires afin de pouvoir calculer et notifier à temps les pensions qui tombent dans le champ d'application du présent arrêté;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 8 de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, remplacé par l'arrêté royal n° 34 du 30 mars 1982, et modifié par la loi du 15 mai 1984 et l'arrêté royal du 1^{er} juin 1984, les modifications suivantes sont apportées :

Dans les §§ 2 et 3 les mots « Lorsque survient un des événements visés à l'article 7 » sont remplacés par les mots « Lorsque survient l'événement visé à l'article 7, 2° ».

25 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, met toepassing van artikel 15 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1997;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 8, vervangen door het koninklijk besluit nr. 34 van 30 maart 1982, en gewijzigd door de wet van 15 mei 1984 en het koninklijk besluit van 1 juni 1984, en op artikel 32;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, gegeven op 25 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 april 1997;

Gelet op artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd :

— door het feit dat dit besluit onder meer wijzigingen aanbrengt aan het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, terwijl dit laatste besluit in werking treedt op 1 juli 1997;

— door het feit dat het onontbeerlijk is dat beide besluiten gelijktijdig in werking treden om discriminaties tussen de belanghebbenden te vermijden;

— en door het feit dat het onontbeerlijk is om zo spoedig mogelijk de nodige schikkingen te kunnen treffen om in de uitvoering ervan te voorzien en het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen in staat te stellen om tijdig alle maatregelen te nemen die nodig zijn om de pensioenen die onder het toepassingsgebied van dit besluit vallen tijdig te kunnen berekenen en betekenen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, vervangen door het koninklijk besluit nr. 34 van 30 maart 1982, en gewijzigd door de wet van 15 mei 1984 en het koninklijk besluit van 1 juni 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In de §§ 2 en 3 worden de woorden « Wanneer een van de in artikel 7 beoogde gebeurtenissen zich voordoet » vervangen door de woorden « Wanneer de in artikel 7, 2° beoogde gebeurtenis zich voordoet ».

Art. 2. L'article 32, alinéa 4, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il en est de même lorsque pareille activité professionnelle est constatée lors de l'instruction de la demande ou d'un recours, ou lors du premier paiement de la pension. ».

Art. 3. A l'article 3 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, modifié par l'arrêté royal du 21 mars 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article est complété d'un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Pour les travailleurs salariés qui ont également exercé une activité professionnelle de travailleur indépendant et qui tombent sous l'application d'une convention collective de travail en matière de départ anticipé, approuvée par le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions, les périodes d'inactivité couvertes par cette convention sont prises en considération pour l'application du § 3, à condition que le travailleur salarié ait cessé son activité au plus tard le 31 décembre 1996. »

2° l'article est complété d'un § 8, rédigé comme suit :

« § 8. La pension dont le montant est inférieur à 3.347 francs par an, n'est pas octroyée. Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation 341,17 (base 1971=100) et est adapté aux fluctuations de cet indice, conformément aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté royal n° 72. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997. Toutefois, les dispositions de l'article 3, 2°, ne s'appliquent qu'aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} juillet 1997.

Art. 5. Notre Ministre des Pensions et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 2. Artikel 32, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« Hetzelfde geldt wanneer dergelijke beroepsbezigheid vastgesteld wordt tijdens de behandeling van de aanvraag of van een verhaaf, of bij de eerste uitbetaling van het pensioen. ».

Art. 3. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het artikel wordt aangevuld met een § 7, luidend als volgt :

« § 7. Voor de werknemers die tevens een beroepsactiviteit als zelfstandige uitgeoefend hebben en die onder de toepassing vallen van een collectieve arbeidsovereenkomst, goedgekeurd door de Minister die Arbeid en Tewerkstelling onder zijn bevoegdheid heeft, en die in een vervroegde uittreding voorziet, worden de perioden van inactiviteit die door deze collectieve arbeidsovereenkomst gedekt worden, in aanmerking genomen voor de toepassing van § 3 op voorwaarde dat de werknemer vervroegd uitgetreden is ten laatste op 31 december 1996. »

2° het artikel wordt aangevuld met een § 8, luidend als volgt :

« § 8. Het pensioen waarvan het bedrag kleiner is dan 3.347 frank per jaar, wordt niet toegekend. Dit bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen 341,17 (basis 1971 = 100) en wordt aangepast aan de schommelingen van dit indexcijfer, overeenkomstig de bepalingen van artikel 43 van het koninklijk besluit nr. 72. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997. De bepalingen van artikel 3, 2°, zijn evenwel slechts van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 juli 1997 ingaan.

Art. 5. Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 97 — 869

[C - 97/22334]

25 AVRIL 1997. — Arrêté royal portant exécution de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1er, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et notamment l'article 3, § 3, cinquième alinéa, modifié par l'arrêté royal du 21 mars 1997, et les articles 14 et 15;

Vu l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 25 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 1997;

N. 97 — 869

[C - 97/22334]

25 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, § 3, vijfde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 maart 1997, en op de artikelen 14 en 15;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut van de zelfstandigen, gegeven op 25 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 maart 1997;